

**Forum de l'OIT**  
**“Le travail décent au service d'une mondialisation équitable”**

***Ouverture par le Premier ministre***

**Lisbonne, CCL (FIL-Junqueira), 31 octobre 2007, 17h00**

Monsieur le directeur général de l'OIT,  
Mesdames et Messieurs,

Je salue tous les participants au 1<sup>er</sup> Forum de l'OIT sur le travail décent au service d'une mondialisation équitable et, ce, pour deux ordres de raison majeurs.

D'abord, de par l'importance cruciale et véritablement transversale des matières qui seront ici traitées et creusées pendant les journées à venir. Un ensemble décisif de questions pour l'avenir collectif de l'humanité sera sur la table. Non seulement je tiens à le préciser mais encore je mesure bien mes mots, car ce forum ne traitera pas uniquement de matières ayant des retombées pour certains d'entre nous, pour certaines régions du globe et ne le fera pas de manière superficielle ni latérale.

Au contraire, ce forum abordera des questions qui touchent aux piliers les plus élémentaires du progrès et du bien-être de l'humanité. Il est bon que nous ayons la notion de cette responsabilité collective. Et il est bon que ceux qui ne peuvent être présents à ce forum puissent avoir pleinement conscience de la portée de la discussion globale que nous lançons maintenant, ici.

C'est bien par souci d'influer sur ce qui se passe au-delà des murs qui nous entourent, que nous avons décidé de nous engager dans la réalisation de ce forum à Lisbonne.

C'est, du reste, la seconde raison qui m'amène à saluer tous les participants, à savoir la nature réellement mondiale de ce forum.

Tous, nous aurons l'occasion d'exprimer des points de vue et de discuter des aspects spécifiques de cette stratégie devant des interlocuteurs venus de tous les continents, connaisseurs, engagés et ayant un pouvoir d'influence réel. C'est un pas supplémentaire dans le sens d'une véritable généralisation de l'agenda du travail décent que l'OIT a lancé et promeut de façon tout à fait opportune.

Mesdames et Messieurs,

Le lien entre travail décent et les questions de la mondialisation est essentiel. Car il permet de placer le travail décent dans son arène naturelle : l'arène mondiale.

C'est pour toutes ces raisons que je tiens à exprimer publiquement ma gratitude et ma reconnaissance sincère à l'OIT ; pour avoir lancé l'agenda du travail décent, pour avoir su l'approfondir et le rendre viable au fil des ans, pour avoir promu ce pont précieux par rapport aux questions de la mondialisation et de leurs implications sociales, économiques et politiques.

Et, dans ce contexte, parce qu'elle a eu l'idée et l'initiative de ce forum auquel nous nous sommes associés dès le premier instant, nous sommes fiers qu'il s'agisse d'une réalisation conjointe de la présidence portugaise et de l'OIT, elle-même, avec l'appui de la Commission européenne.

Le Portugal a depuis longtemps, comme vous le savez certainement, établi une coopération intense avec l'OIT. C'est quelque chose qui nous honore et que nous entendons approfondir davantage à l'avenir. Pourtant, si vous me le permettez, ce n'est pas ce qui est en cause ici aujourd'hui.

Ce qui est en cause, c'est notre travail engagé en tant que présidence de l'Union européenne, un travail que nous menons de front avec la Commission européenne.

Ce qui est en cause aussi, c'est le resserrement des relations entre l'Union européenne et l'OIT dans le domaine du travail décent, quelque chose que je répute être non seulement souhaitable mais encore une véritable responsabilité historique pour l'Europe.

Dans ce débat relatif à la mondialisation, nous devons aller au-delà des généralités.

Je pense qu'un bon point de départ serait d'envisager la mondialisation comme quelque chose qui existe, qui existe depuis très longtemps, qui s'est approfondie et accélérée et qui est véritablement structurante pour nos économies et pour nos vies.

Il serait tout aussi sensé et équilibré d'accepter que ces processus ont des aspects positifs et des aspects négatifs, pas forcément concomitants selon le point du globe où nous nous situons ou selon la position relative que nous occupons face à leur approfondissement.

Et nous devons encore accepter qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer les conditions régulant les processus de mondialisation et leurs retombées aux niveaux les plus divers.

En partant de cette base de discussion, nous pouvons assumer une position bien plus constructive et bien plus porteuse de promesses.

Parlons franc : les questions de dignité humaine sont inéluctables et constituent l'horizon de toute action. C'est pourquoi l'agenda du travail décent, qui contient des directrices précises et des champs d'action bien balisés, est extrêmement prometteur.

Il mérite le plein appui non seulement du Portugal, mais encore de l'Europe dans son ensemble.

C'est le chemin que l'Union européenne suit, s'approchant progressivement de ces concepts et d'une approche fondée sur le travail décent au service d'une mondialisation équitable. C'est, j'en suis convaincu, le chemin du futur.

Mesdames et Messieurs,

Il est certain que nous ne pouvons changer l'importance de la mondialisation, mais nous pouvons et nous devons façonner les processus de la mondialisation et les conditions de sa matérialisation auprès de millions de personnes. Dans les circonstances mondiales actuelles, il est urgent de se doter de mécanismes pour réguler la mondialisation et de compter sur des engagements concrets autour de seuils élémentaires de citoyenneté auxquels chaque être humain doit avoir accès.

Ceci concerne tout particulièrement ceux qui sont sur le marché du travail. Il en va d'un impératif éthique, ceux participant aux processus qui permettent de générer de la richesse doivent avoir accès à des niveaux de dignité acceptables, quel que soit le contexte social et économique dans lequel ils se trouvent.

En tant que présidence en exercice de l'Union européenne, je voudrais souligner que l'agenda du travail décent n'est pas une leçon des uns aux autres, mais un engagement partagé, qui demande à être lu selon le contexte dans lequel nous nous trouvons.

Il existe des situations d'une gravité extrême auxquelles nous devons apporter la plus haute priorité et il y a aussi beaucoup à faire dans les pays en développement. Il serait hypocrite et irresponsable de l'ignorer.

L'Union européenne a, par conséquent, une responsabilité au plan intérieur et au plan extérieur et elle ne peut y échapper : se battre pour l'amélioration des standards sociaux. La conciliation, la quête d'interactions positives entre croissance économique et cohésion sociale font partie de notre matrice historique.

Ce lien entre les questions de la mondialisation, la problématique du travail et les questions des standards et de la cohésion sociale est, d'ailleurs, le point névralgique de cette équation complexe.

C'est un peu ce qui est en jeu ici et la conclusion anticipée de cette discussion serait : le travail, s'il est décent, est le meilleur, le plus puissant et le plus durable garant des avancées économiques et de l'intégration sociale des personnes à l'échelle mondiale.

De ce fait, je retrouve dans l'agenda du travail décent le potentiel mobilisateur et intégrateur que l'agenda de Lisbonne est en train d'avoir pour l'Europe.

Et je mise sur le renforcement du travail décent comme stratégie partagée par tous au niveau mondial, en plaçant l'emploi et la dignité à la base, base fondamentale de toute stratégie de développement capable de promouvoir la croissance économique et des seuils de cohésion acceptables.

Ce lien est fondamental. Et ce n'est pas le fait du hasard si l'une des priorités de la présidence portugaise vise à rehausser le potentiel de la Stratégie de Lisbonne sur deux dimensions qui sont étroitement liées aux préoccupations inhérentes au travail décent :

- la première concerne la dimension sociale. Car en Europe, aussi, un chemin reste à faire quant à l'amélioration des conditions du bien-être des citoyens et quant à la modernisation de nos modèles économiques et sociaux.

- la seconde a trait à la dimension extérieure de la Stratégie de Lisbonne. Notamment en pratiquant un travail de coopération avec d'autres pays afin de créer les conditions propices aux logiques du développement qui incorporent aussi bien les différentes dimensions d'une modernisation durable (croissance économique, création d'emplois en nombre et de qualité, et rehaussement des standards sociaux) que l'articulation puissante qui peut s'ériger entre ces deux volets.

Cette double priorité indique très clairement l'existence d'un potentiel d'articulation par rapport aux efforts mondiaux de l'OIT dans la promotion de l'agenda du travail décent.

A cet égard, outre sa portée mondiale, l'OIT possède un atout hors-pair et irremplaçable : sa nature tripartite. Parce que lorsque sont en cause des questions liées au monde du travail et à la régulation des conditions économiques et sociales, l'engagement actif de tous les acteurs est essentiel.

Récemment, au niveau européen, les partenaires sociaux sont parvenus à un accord sur les défis centraux pour les marchés du travail européens dans les années à venir. Je me réjouis vivement de cet accord. J'estime qu'il s'agit d'un

bon exemple de ce qui peut être fait pour améliorer les conditions politiques et sociales d'action sur les questions fondamentales.

J'appelle de mes vœux que nous parvenions, d'ores et déjà dans ce forum, à faire des pas significatifs et concrets afin d'identifier clairement les priorités et les possibilités, que ce soit pour mener une action concrète dans ce domaine ou pour resserrer la coopération entre l'Union européenne et l'OIT.

Ce n'est pas un souhait quelconque. Le Portugal a déjà assumé sans équivoque et publiquement quelle était son évaluation quant au potentiel mondial inhérent au concept du travail décent. Il en a été ainsi, en l'occurrence, lors d'une réunion récente à Addis-Abeba où le gouvernement portugais s'est fait représenter par son ministre du Travail et de la Solidarité sociale. Lors de cette réunion, nous avons assumé que le travail décent est fort probablement le concept le plus puissant et l'outil le plus efficace que la communauté internationale ait jamais produit pour promouvoir des options politiques susceptibles de se traduire en réponses concrètes pour gérer les effets de la mondialisation.

Monsieur le directeur général du BIT,  
Mesdames et Messieurs,

Nous avons le devoir de faire tout ce qui est à notre portée pour que cet instrument soit vraiment employé et mobilisateur à l'échelle mondiale. Je suis certain que ce forum y contribuera.

Merci beaucoup.